

**Arrêté municipal**

**Occupation**

**Pose d'échafaudage**

Le Maire de la Commune de PROVIN,

**Vu** le code de la route ;

**Vu** le code de la voirie routière ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** la demande de l'entreprise RMP Bâtiments, concernant une demande de pose d'échafaudage sur le domaine public pour la réalisation de travaux en façade ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faciliter les travaux et prévenir les accidents ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Dans le cadre d'une occupation du domaine public, l'entreprise RMP Bâtiments est autorisée à installer un échafaudage au lieu et date sus-décrits.

**Lieu d'occupation** : 15 rue Camille Desmoulins, 59185 PROVIN

**Date** : du 15 au 19 juin 2026

**Article 2** : **Interdiction de stationner**

Pendant la durée de l'occupation du domaine public, le stationnement de tout type de véhicule est interdit. La vitesse reste limitée à 30km/h et 25 mètres en amont et en aval (côté pair et impair).

**Article 3** : La société est responsable des travaux effectués sur la voie publique et se devra de remettre la chaussée en état, de la nettoyer ou de la réparer en cas de dégradations.

**Article 4** : La pose de panneaux ou balises de signalisation réglementaires est à la charge de la société requérante. Ces panneaux devront permettre la sécurité des usagers.

**Article 5** : La société RMP Bâtiments est chargée de contacter la mairie de PROVIN si le présent arrêté aurait besoin d'être modifiés.

**Article 6** : L'Agent de Surveillance de la Voie Publique, Monsieur le Directeur Général des Services communaux, Monsieur le Maire et Madame la Lieutenante de la Gendarmerie d'ANNOEULLIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



PROVIN, le 4 Juin 2026

**Le Maire,**  
**Kwami AGBEGNA**



*Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions et délai.*

